

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRAN

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A L.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75.
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions finies en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du 15 décembre 1934, M. BOURGINE, Gouverneur des Colonies, Lieutenant Gouverneur du Dahomey, a été nommé Commissaire de la République française au Togo, à compter du 1^{er} janvier 1935.

Par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1934, M. GEISMAR, Administrateur en chef des colonies, a été nommé Administrateur supérieur du Togo à compter du 1^{er} janvier 1935.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 23 novembre 1934, portant réduction des dépenses administratives du Togo. (Arrêté de promulgation du 22 décembre 1934).	2
Décret du 6 octobre 1934, portant suppression de l'indemnité de réinstallation. (Arrêté de promulgation du 8 décembre 1934).	3
Décret du 3 novembre 1934, relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo. (Arrêté de promulgation du 7 décembre 1934).	4
Décret du 13 novembre 1934, réglementant les transports automobiles dans le Territoire sous mandat du Togo. (Arrêté de promulgation du 20 décembre 1934).	6
Arrêté ministériel, relatif aux conditions du stage à l'école coloniale des adjoints des services civils des colonies.	7

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 30 octobre 1934, abaissant le taux de la contribution foncière pour l'année 1935.	7
Arrêté du 30 octobre 1934, abrogeant l'arrêté du 21 avril 1934 et fixant à nouveau le taux de la taxe de circulation.	8
Arrêté du 30 octobre 1934, réglementant l'impôt de la population flottante et la délivrance des cartes d'identité et en fixant les taux.	8
Arrêté du 3 décembre 1934, portant modification à l'arrêté N° 580 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao.	9
Arrêté du 17 décembre 1934, abrogeant l'arrêté N° 599 du 23 novembre 1934 édictant des mesures sanitaires.	9
Arrêté du 18 décembre 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935.	10
Arrêté du 20 décembre 1934, fixant la composition du conseil de notables indigènes du cercle de Mango.	11
Arrêté du 22 décembre 1934, portant suppression de l'indemnité d'habillement du personnel indigène.	11
Arrêté du 22 décembre 1934, portant réduction des soldes du personnel indigène des cadres locaux.	12
Arrêté du 22 décembre 1934, fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le premier trimestre de l'année 1935.	12
Addendum à l'annexe à l'arrêté du 8 juillet 1932, comportant classification de logements de fonctionnaires.	12

vers concernant le personnel européen et indigène	13
population (Budgets)	16
e monnaie	16
a des mercuriales	16
mixte de Lomé	16
n	16
ons de caisses	17
	17
Av. aux navigateurs	18
Avis d'adjudication	18

PARTIE NON OFFICIELLE

Foire du Havre	18
Annonces	18

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Réduction des dépenses administratives du Togo

ARRETE N° 648 promulguant le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo.

Lomé, le 22 décembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921, modifié par celui du 21 février 1925, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923, réorganisant le conseil d'administration et le conseil du contentieux administratif du Togo;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881, concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Togo, placé sous mandat français demeure constitué en une unité territoriale possédant l'autonomie administrative et financière.

Les pouvoirs de la puissance mandataire y sont exercés par un Commissaire de la République, qui est obligatoirement le lieutenant-gouverneur du Dahomey.

Ce haut fonctionnaire, en qualité de Commissaire de la République au Togo, ne relève que du ministre des colonies et correspond directement avec lui. Il est représenté à Lomé par un administrateur supérieur, du grade d'administrateur en chef des colonies, lequel est nommé par arrêté du ministre des colonies et reçoit du Commissaire de la République, toute délégation de pouvoirs reconnue nécessaire à la bonne administration du Territoire, par arrêté soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies.

ART. 2. — Des arrêtés du ministre des colonies, pris sur les propositions de l'administration locale, fixent les emplois qui sont tenus cumulativement, au Togo et au Dahomey, par les mêmes fonctionnaires.

ART. 3. — Le territoire sous mandat du Togo conserve sa réglementation particulière, laquelle ne peut être modifiée que par des dispositions spéciales ou spécialement étendues au dit Territoire.

ART. 4. — L'autonomie financière du Togo est assurée par le maintien du budget spécial et de ses annexes, qui sont alimentés par l'ensemble des ressources propres du Territoire et destinés à pourvoir aux seules dépenses afférentes à ce pays sous mandat.

Le Commissaire de la République est ordonnateur de ces budgets, qui sont gérés par un bureau de finances unique et propre au Territoire.

Il est également chargé de préparer le rapport annuel présenté par le gouvernement français au conseil de la Société des nations, en vertu de l'article 22 du pacte.

ART. 5. — Le conseil d'administration du Togo est composé comme suit :

Le Commissaire de la République . . . *Président*
L'administrateur supérieur.

Le chef du bureau des finances.

Un magistrat désigné par le Commissaire de la République, sur présentation du chef du service judiciaire.

Deux membres notables, dont un citoyen français et un notable du Togo.

Les membres notables sont nommés par arrêté du Commissaire de la République. Leur mandat a une durée de deux ans et est indéfiniment renouvelable.

Deux membres notables suppléants, choisis dans les mêmes conditions et nommés dans la même forme, remplacent, en cas de besoin les membres titulaires.

Exceptionnellement, en l'absence du Commissaire de la République, le conseil est présidé par l'administrateur supérieur.

ART. 6. — Le chef de la mission d'inspection des colonies a le droit d'assister aux séances du conseil d'administration ou de s'y faire représenter par un des inspecteurs qui l'accompagnent. Il siège en face du Président.

Les chefs de services, ou leurs subordonnés délégués à cet effet, peuvent être appelés à siéger au conseil, à titre consultatif, toutes les fois qu'il s'y traite des questions de leur compétence.

Un secrétaire archiviste, désigné par le Commissaire de la République, est attaché au conseil et placé sous les ordres du Président. Il ne participe pas aux délibérations.

ART. 7. — Le conseil du contentieux administratif du Togo est supprimé et la compétence de celui du Dahomé étendue aux affaires du Territoire.

ART. 8. — Le Togo prend à sa charge et inscrit à son budget, suivant un pourcentage fixé à titre forfaitaire, par décision du ministre des colonies, une part des traitements, indemnités, allocations diverses et, généralement, toutes dépenses occasionnées par le Commissaire de la République ainsi que par les fonctionnaires visés à l'article 2 du présent décret.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, dont les détails d'application, sauf en ce qui concerne les services du trésor, seront réglés par des arrêtés du Commissaire de la République au Togo.

ART. 10. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1935.

Fait à Paris, le 23 novembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies.

LOUIS ROLLIN.

Suppression d'indemnités

ARRETE N° 628 promulguant au Togo le décret du 6 octobre 1934 portant suppression de l'indemnité de réinstallation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 octobre 1934 portant suppression de l'indemnité de réinstallation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 6 octobre 1934 portant suppression de l'indemnité de réinstallation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,*

FREAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 12 décembre 1923 portant suppression du compte d'assistance établi en faveur des fonctionnaires de l'Indochine, et instituant en faveur du même personnel une indemnité de réinstallation;

Vu le décret du 19 juin 1931 instituant une indemnité de réinstallation en faveur du personnel servant dans les colonies autres que l'Indochine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité de réinstallation, créée, en faveur des fonctionnaires de l'Indochine, par le décret du 12 décembre 1923 susvisé et, en faveur du personnel servant dans les colonies autres que l'Indochine, par le décret du 19 juin 1931 également susvisé, est supprimée sous réserve des dispositions suivantes.

ART. 2. — Les fonctionnaires européens des divers cadres locaux de l'Indochine, ainsi que les magistrats et agents détachés des cadres métropolitains et coloniaux en service dans cette colonie qui auront accompli, le 1^{er} janvier 1935, un minimum de dix années de présence effective dans nos possessions d'Extrême-Orient, pourront prétendre au bénéfice de l'indemnité de réinstallation dans les conditions prévues par le décret du 12 décembre 1923 susvisé s'ils comptent, à la date de leur mise à la retraite, quinze années de présence effective en Indochine, les services accomplis après le 1^{er} janvier 1935 n'entrant toutefois pas en compte dans le calcul du montant de ladite indemnité.

ART. 3. — Dans les colonies autres que l'Indochine, les fonctionnaires des cadres européens qui auront accompli, le 1^{er} janvier 1935, un minimum de dix années de présence effective dans ces colonies, pourront

prétendre soit lorsqu'ils seront admis à la retraite et quitteront définitivement la colonie, soit lorsqu'ils seront nommés ou réintégrés dans une administration métropolitaine, au bénéfice de l'indemnité de réinstallation dans les conditions prévues par le décret du 19 juin 1931 susvisé, les services accomplis après le 1^{er} janvier 1935 n'entrant toutefois pas en compte dans le calcul du montant de ladite indemnité.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 octobre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE No 624 promulguant au Togo le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

Lomé, le 7 décembre 1934.

P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,

FREAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France le 20 juillet 1922 par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le territoire du Togo sous mandat de la France, des arrêtés du Commissaire de la République pris en conseil d'administration peuvent créer des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles.

ART. 2. — Ces sociétés ont pour but :

De prendre toutes mesures contribuant au développement de l'agriculture et de l'élevage, de la pêche et de la cueillette ainsi qu'à l'amélioration des conditions dans lesquelles s'effectuent la récolte, la préparation, la circulation, la conservation et la vente des produits. Elles peuvent, notamment, organiser la vente des produits de leurs adhérents;

De venir en aide, par des secours temporaires ou des prêts, à leurs adhérents nécessiteux;

De permettre à leurs sociétaires, par des prêts en nature ou en argent, de maintenir et de développer leurs cultures et d'améliorer leur exploitation, leur outillage et leur cheptel.

Elles peuvent consentir des prêts aux autres sociétés indigènes de prévoyance ainsi qu'aux organismes autorisés par le décret régissant le crédit agricole au Togo, associations agricoles, sociétés coopératives agricoles, etc., à condition qu'ils ne comprennent que des adhérents de la société de prévoyance.

Les sociétés de prévoyance du territoire du Togo peuvent constituer un fonds commun, doté de la personnalité civile, dont l'organisation et les attributions seront fixées par arrêté du Commissaire de la République en conseil. Elles peuvent, dans les mêmes conditions, être groupées en union.

ART. 3. — Il ne peut être créé qu'une société par cercle. Elle comprend, s'il est nécessaire, des sections réparties par subdivisions territoriales ou groupements ethniques.

ART. 4. — La société indigène de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles est composée des seuls cultivateurs et éleveurs de statut indigène du cercle, qui en font obligatoirement partie.

Les cotisations et les remboursements de prêts sont perçus comme s'il s'agissait de centimes additionnels à l'impôt. Les litiges entre la société de prévoyance et ses adhérents sont portés devant les tribunaux indigènes.

Les graines de semences avancées aux cultivateurs sont incessibles. Tout auteur, coauteur ou complice de cession ou de tentative de cession sera puni d'une amende de 50 à 500 frs. et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 5. — Chaque société est administrée par un conseil formé de sept membres indigènes, nommés par l'assemblée générale des chefs et choisis parmi les notables du cercle, ou, le cas échéant, délégués par les

sections. La durée de leur mandat est d'une année. Ils sont rééligibles.

L'administrateur du cercle est président de droit. Il est assisté d'un vice-président choisi par le Commissaire de la République, après avis du commandant de cercle, sur une liste de trois membres présentés par le conseil.

Les fonctions de président, de vice-président et de membre du conseil sont gratuites.

Un secrétaire-trésorier est adjoind au conseil avec voix consultative. Cette fonction est remplie de droit par l'agent spécial ou le préposé du trésor. Des remises ou indemnités peuvent lui être attribuées sur les fonds de la société.

La société est représentée, dans chaque section, par une commission locale dénommée commission de section.

Les membres de cette commission, élus par les sociétaires de la section, se choisissent un président; ce dernier peut être assisté d'un secrétaire comptable.

Les sociétés de prévoyance peuvent placer leurs fonds disponibles en compte courant postal à la banque de l'Afrique occidentale ou à la caisse de crédit agricole.

Elles peuvent déposer leurs titres ou valeurs au porteur à la banque de l'Afrique occidentale.

Tout dépôt de fonds ou de titres au porteur leur est interdit en dehors des établissements susmentionnés.

Les fonctionnaires et agents des divers services sont tenus d'apporter leur concours gratuit au fonctionnement des sociétés de prévoyance, ainsi qu'à celui des associations agricoles, sociétés coopératives agricoles et associations d'intérêt général agricole ne comprenant que des adhérents de la société de prévoyance.

ART. 6. — Nulle société indigène de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles ne peut entrer en fonctions qu'après avoir fait approuver ses statuts.

ART. 7. — Les fondateurs d'une société indigène de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles dont la création a été décidée dans la forme prévue à l'article 1^{er} du présent décret doivent adresser au Commissaire de la République leurs projets de statuts.

Ces statuts sont approuvés par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration.

L'arrêté d'approbation constate la conformité des statuts, aux dispositions du présent décret.

ART. 8. — Aucune modification statutaire ne peut être mise en pratique si elle n'est préalablement approuvée conformément aux dispositions de l'article précédent.

ART. 9. — Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles, approuvées, jouissent de la personnalité civile.

Dans tous les cas, elles sont valablement représentées par leur président.

Les immeubles privés nécessaires au fonctionnement des sociétés de prévoyance et qui n'auront pu être acquis à l'amiable, pourront être expropriés par le territoire, selon la procédure ordinaire, pour être rétrocédés ensuite à la société intéressée.

ART. 10. — Les litiges relatifs aux sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont de la compétence des tribunaux de droit commun.

ART. 11. — Le président de chaque société indigène adresse chaque année au Commissaire de la République un rapport faisant ressortir la situation morale et financière de la société.

ART. 12. — Le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles est contrôlé par le chef du secrétariat général, par l'inspecteur des affaires administratives ou par un fonctionnaire spécialement délégué à cet effet par le Commissaire de la République.

Ces fonctionnaires reçoivent communication, sans déplacement, des livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature, et peuvent faire porter leurs investigations sur toutes les opérations effectuées par les sociétés.

Les divers documents énumérés au paragraphe précédent sont également communiqués, sur leur demande, aux inspecteurs des colonies en mission.

ART. 13. — Une commission centrale de surveillance des sociétés, instituée au chef-lieu du territoire, assiste, à titre consultatif, le Commissaire de la République.

Elle comprend :

Le chef du secrétariat général, . . . Président.
L'inspecteur des affaires administratives ou à défaut, le chef du bureau des finances.

Le chef de la section d'agriculture.

Le chef de la section zootechnique.

Un président de société de prévoyance, à la désignation du Commissaire de la République.

Un représentant du commerce, à la désignation du Commissaire de la République.

Deux notables indigènes, à la désignation du Commissaire de la République.

Cette commission reçoit en communication les rapports des fonctionnaires chargés de contrôler les sociétés, ainsi que tous documents relatifs à leur gestion et à leur programme.

Elle les retourne au Commissaire de la République avec ses suggestions.

ART. 14. — La dissolution d'une société peut être décidée par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration, sur un vote de l'assemblée générale des sociétaires.

La dissolution peut être prononcée d'office par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration pour inexécution des prescriptions du présent décret ou des statuts ou pour tout autre motif.

ART. 15. — En cas de dissolution, la liquidation sera poursuivie sous la surveillance d'un délégué du Commissaire de la République.

ART. 16. — Après règlement des engagements contractés, l'actif social servira, en premier lieu, à restituer aux sociétaires actuels, soit intégralement, soit au marc le franc, le montant de leurs versements respectifs calculés sans intérêt.

Le surplus, s'il en existe un, sera affecté à l'exécution, sur le territoire de la société, de travaux approuvés par le Commissaire de la République et utiles à l'agriculture ou à l'élevage.

ART. 17. — En cas de démembrement total ou partiel d'un cercle, les sociétaires des sections intéressées font de droit partie de la société de leur nouveau cercle, à laquelle ils apportent leur avoir et leurs dettes.

S'il n'existe pas de société dans cette circonscription et si, dans le délai de six mois, il n'en est pas créé une par les sociétaires, la liquidation deviendra obligatoire. Elle sera opérée selon les règles ci-dessus indiquées.

ART. 18. — Un arrêté du Commissaire de la République règlera les mesures d'exécution du présent décret et notamment le régime financier des sociétés.

ART. 19. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 novembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Règlementation des transports automobiles

ARRETE N° 637 promulguant le décret du 13 novembre 1934 réglementant les transports automobiles dans le territoire sous mandat du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 novembre 1934 réglementant les transports automobiles dans le territoire sous mandat du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué le décret du 13 novembre 1934 réglementant les transports automobiles dans le territoire sous mandat du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du domaine public au Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun service de transport par automobile pour voyageurs ou marchandises ne peut être exploité, au territoire du Togo placé sous le mandat de la France, sur les voies publiques, sans une autorisation délivrée dans les conditions du présent décret.

La désignation « service de transport par automobile » s'entend de tout service offert au public dans un but commercial pour le transport par automobiles de voyageurs ou de marchandises, qu'il s'agisse d'entreprises régulières, c'est-à-dire effectuant des transports dans des conditions fixées à l'avance, ou d'entreprises occasionnelles, c'est-à-dire effectuant des transports à la demande du public.

Des arrêtés du Commissaire de la République pourront, en outre, dans l'esprit de l'article 3 ci-après, soumettre, s'il y a lieu, certaines catégories de transports privés à l'autorisation préalable dans les mêmes conditions que les services offerts au public.

ART. 2. — Cette autorisation, dont l'octroi, sera subordonné à des conditions d'opportunité de l'institution du nouveau service, est délivrée par le Commissaire de la République en conseil d'administration.

Un arrêté du Commissaire de la République pourra subordonner la délivrance de l'autorisation à l'observance de prescriptions spéciales et à la constitution de garanties en vue d'éviter et de réparer les dommages qui pourraient être causés soit aux usagers, soit au personnel, soit aux tiers, soit aux installations du domaine public (ouvrages d'art, chaussées, etc.). Ces garanties pourront consister notamment en assurances contractées auprès de compagnies agréées, ou en dépôt de cautionnement.

L'autorisation indique la nature du service voyageurs, marchandises ou mixte, régulier ou occasionnel, et les dispositions générales des véhicules.

Pour les services réguliers, elle indique les itinéraires qui peuvent seuls être empruntés et, éventuellement, les sections et les localités où il sera interdit de s'arrêter pour y effectuer des chargements de voya-

général ou de marchandises; elle fixe le nombre des véhicules, les horaires ainsi que les tarifs maxima.

L'autorisation comporte une clause fixant la durée de validité; celle-ci ne peut excéder cinq ans.

ART. 3. — En vue d'assurer une meilleure coordination des communications ferroviaires et routières, l'exploitation des services automobiles au territoire du Togo sous mandat français pourra donner lieu à l'institution d'une redevance spéciale variable selon l'incidence au point de vue de la coordination recherchée et dont les modalités seront fixées conformément aux dispositions réglementaires régissant les taxes au territoire du Togo, de manière à favoriser le développement des services de transports automobiles affluents aux voies ferrées. Cette redevance sera perçue au profit du budget local.

ART. 4. — Tout propriétaire d'un véhicule automobile qui aura effectué des transports commerciaux de voyageurs ou de marchandises sans être titulaire d'une autorisation ou, le cas échéant sans avoir préalablement acquitté la redevance, sera passible d'une amende de 100 à 5.000 frs. et, en outre, en cas de récidive, de la confiscation du véhicule.

Les dispositions en vigueur réglant le recouvrement et le contentieux des contributions indirectes au territoire du Togo sont applicables, de plein droit, en ce qui concerne la perception de cette redevance.

ART. 5. — Les exploitants de services de transports par automobiles établis antérieurement à la date de mise en vigueur du présent décret devront, dans un délai de trois mois à compter d'une date qui sera fixée par le Commissaire de la République, présenter une demande en vue d'obtenir l'autorisation prévue à l'article 1^{er} ci-dessus.

Les restrictions que cette autorisation pourra apporter aux conditions antérieures d'exploitation, par application des dispositions ci-dessus, n'ouvriront droit à aucune indemnité.

ART. 6. — Des arrêtés du Commissaire de la République fixeront les modalités d'application du présent décret.

ART. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire du Togo placé sous mandat de la France et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 novembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Arrêté relatif aux conditions du stage à l'école coloniale des adjoints des services civils des colonies

Par arrêté du ministre des colonies en date du 6 novembre 1934 :

La commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 2 juillet 1930 chargée d'examiner les stagiaires de l'école coloniale et de leur délivrer le certificat d'aptitude est modifiée comme suit :

Au lieu de :

« Un sous-directeur au ministère des colonies » ;
« Un sous-directeur ou chef de bureau au ministère des colonies ou un gouverneur ou administrateur en chef des colonies ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Contribution foncière

ARRETE N° 551 abaissant le taux de la contribution foncière pour l'année 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu l'arrêté n° 661 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains;

Vu l'arrêté 763 du 15 décembre 1933 abaissant les taux de la contribution foncière pour l'année 1934;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux fixés par l'article deux de l'arrêté 661 du 27 octobre 1933 sont abaissés pour l'année 1935 à :

2% de la valeur locative des immeubles bâtis classés dans la première catégorie,

1% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la deuxième catégorie.

ART. 2. — Les taux fixés par l'article 6 du même arrêté sont abaissés pour l'année 1935 à :

0,15% pour les terrains classés dans la première catégorie,

0,10% pour les terrains classés dans la deuxième catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 205 du 21 décembre 1934.

Taxe de circulation

ARRETE N° 567 abrogeant l'arrêté n° 249 du 21 avril 1934 et fixant à nouveau le taux de la taxe de circulation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 21 avril 1934 portant réorganisation de la taxe de circulation;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes venant d'une colonie étrangère ou s'y rendant, qui franchissent la frontière du territoire du Togo placé sous l'autorité de la France, dans les cercles de Mango, Sokodé, Atakpamé, Klouto, doivent acquitter, dans les bureaux des cercles ou des subdivisions, une taxe de circulation fixée ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1935.

1^o — Une charge composée de produits d'importation, à l'exception du sel et des kolas. 20 francs

2^o — Une charge de kolas 10 —

3^o — Une charge composée de produits du crû y compris le sel et les tissus fabriqués par les indigènes 5 —

4^o — Un animal porteur sans charge 3 —

5^o — a) — Chevaux et bovidés (bœufs, vaches, taureaux) 5 —

b) — Veaux 3 —

6^o — Moutons, chèvres, porcs 0,50.

ART. 2. — Toute charge est de 25 kilogrammes; une fraction de charge supérieure à 15 kilogrammes paie pour une charge entière. Une fraction comprise entre 6 kilogrammes et 15 kilogrammes paie pour une demi charge. Une fraction égale ou inférieure à 6 kilogrammes paie pour un quart de charge.

ART. 3. — La même taxe est exigible des indigènes du territoire du Togo placé sous mandat de la France lorsqu'ils se rendent en dehors du Territoire.

ART. 4. — La taxe de circulation doit être acquittée par le chef de caravane ou tout porteur isolé dans le bureau de l'agence spéciale la plus proche. Une carte de circulation indiquant le détail des versements leur sera délivrée.

ART. 5. — Le trafic du bétail ne peut avoir lieu que par les routes désignées aux caravanes par les autorités administratives.

ART. 6. — Les indigènes qui tenteraient de se soustraire au paiement de la taxe sont passibles d'une amende égale à six fois la valeur de la taxe. S'ils sont dans l'impossibilité de payer cette amende, une saisie sera opérée sur les animaux et marchandises convoyés, jusqu'à concurrence du montant de l'amende en se fixant sur les prix de la mercuriale.

ART. 7. — Toutes les dispositions antérieures visées ou non par le présent arrêté sont abrogées à compter de la date de sa mise en vigueur.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 205 du 21 décembre 1934.

Impôt sur la population flottante

ARRETE N° 568 réglementant l'impôt de la population flottante et la délivrance des cartes d'identité et en fixant les taux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant fixation du taux de la taxe sur la population flottante et création d'une carte d'identité;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont assujettis à la taxe sur la population flottante les indigènes qui se trouvent dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1^o — Tous les individus du Togo, qui, résidant hors de leurs cercles d'origine, ne sont pas rattachés à une collectivité, ou qui, bien que faisant partie d'un groupement régulier dans leur cercle d'origine, ne pourront rapporter la preuve qu'ils ont soit personnellement, soit par l'intermédiaire des tiers (chef de village, de quartier ou de famille) acquitté leur impôt ou qu'ils sont exempts de l'impôt par un acte spécial.

2^o — Tous les indigènes des colonies françaises ou étrangères en résidence au Togo depuis plus d'un mois.

ART. 2. — Le taux de cette taxe est fixé ainsi qu'il suit :

50 frs. pour les cercles de Lomé et d'Anécho.

40 frs. pour les autres cercles.

ART. 3. — Les indigènes visés à l'article 1 du présent arrêté seront tenus de demander au poste dont dépend leur nouvelle résidence une carte d'identité dont la délivrance donnera lieu à la perception d'une taxe de 20 frs. et qui sera remise à l'intéressé dans les conditions fixées ci-après :

ART. 4. — L'impôt sur la population flottante est établi et perçu sur rôles nominatifs. Le montant en est immédiatement exigible au moment de la délivrance de la carte d'identité; mention du paiement et du numéro de la quittance sera portée sur la carte d'identité.

ART. 5. — La carte d'identité est renouvelable chaque année. Toutefois les indigènes du Togo résidant hors de leur cercle d'origine seront soumis à l'impôt ordinaire de leur nouvelle circonscription après 3 années de résidence effective dans la même localité.

ART. 6. — La comptabilité des cartes sera tenue par les chefs de circonscription dans les mêmes conditions que celle des valeurs fiduciaires fixées par l'arrêté du 22 octobre 1929 déterminant le taux et le mode de perception de la taxe sur le permis de port d'armes.

ART. 7. — Tout individu astreint à la taxe sur la population flottante qui ne pourra justifier du paiement de son impôt sera astreint au paiement de la triple taxe. La carte d'identité fait preuve du paiement. Elle comportera un emplacement pour la photographie ou l'empreinte digitale au choix de l'intéressé.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires visées ou non visées à compter du 1^{er} janvier 1935, date de la mise en application du présent arrêté.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 205 du 21 décembre 1934.

Tarif de transport du cacao

ARRETE N° 619 portant modification à l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 29 janvier 1929 rendant applicables les tarifs des chemins de fer du Togo homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 instituant un prix ferme de transport de Palimé-Lomé pendant la grande campagne de cacao;

Vu l'arrêté n° 541 du 5 novembre 1932 organisant le service des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo;

Vu l'avis du conseil consultatif du C. F. T.;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence et sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié l'arrêté n° 590 du 20 octobre 1931 fixant un prix ferme de transport de 200 francs la tonne de cacao de Palimé-Agou-Lomé.

ART. 2. — Le prix de transport de la tonne de cacao expédiée de Palimé ou Agou à destination de Lomé P. V. est fixé provisoirement à 100 francs pendant la grande campagne de cacao.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 7 décembre 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,*

FREAU.

Approuvé par télégramme ministériel n° 200 du 13 décembre 1934.

Levée de mesures sanitaires

ARRETE N° 631 abrogeant l'arrêté n° 599 du 23 novembre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 599 du 23 novembre 1934 mettant en observation sanitaire les passagers en provenance de Gold-Coast;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 21 novembre 1934, l'arrêté n° 599 susvisé est abrogé à la date du 17 décembre 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les

administrateurs des cercles de Lomé et Klouto, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 17 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,*

FREAU.

Rôles primitifs

Par arrêté du :

18 décembre 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS Budget Local	TOTAL
1	Mango	Impôt pers. et taxe addition.	560,00	—	560,00
2	—	Impôt indigène	9.180,00	—	9.180,00
3	—	—	213.976,00	—	213.976,00
4	Sokodé	—	7.410,00	—	7.410,00
5	—	—	216.394,00	—	216.394,00
6	— (Bassari)	—	1.870,00	—	1.870,00
7	—	—	119.302,00	—	119.302,00
8	— (L. Kara)	—	4.900,00	—	4.900,00
9	—	—	361.746,00	—	361.746,00
10	—	Rachat prestations indigènes	570,00	—	570,00
11	—	—	131.838,00	—	131.838,00
12	— (Bassari)	—	150,00	—	150,00
13	—	—	84.210,00	—	84.210,00
14	— (L. Kara)	—	396,00	—	396,00
15	—	—	310.068,00	—	310.068,00
16	Mango	—	732,00	—	732,00
17	—	—	183.408,00	—	183.408,00
18	Sokodé	Impôt foncier	453,00	—	453,00
19	—	—	144,00	—	144,00
20	—	—	28,00	—	28,00
21	—	—	5,90	—	5,90
22	— (Bassari)	—	9,00	—	9,00
23	—	—	2,00	—	2,00
24	—	—	1,80	—	1,80
25	— (L. Kara)	—	21,00	—	21,00
26	—	—	23,00	—	23,00
27	—	—	0,50	—	0,50
28	—	—	6,00	—	6,00
29	Anécho	Patentes	12.600,00	4.410,00	17.010,00
30	Klouto	—	22.965,00	8.037,75	31.002,75
31	Sokodé	—	5.955,00	2.084,25	8.039,25
32	— (Bassari)	—	1.735,00	607,25	2.342,25
33	— (L. Kara)	—	1.810,00	633,50	2.443,50
34	Mango	—	5.900,00	2.065,00	7.965,00
35	Anécho	Licences	10.200,00	5.100,00	15.300,00
36	Klouto	—	9.200,00	4.600,00	13.800,00
37	Sokodé	—	600,00	300,00	900,00
38	— (L. Kara)	—	600,00	300,00	900,00
39	—	Armes perfectionnées	440,00	—	440,00
40	— (Bassari)	—	80,00	—	80,00
41	— (L. Kara)	—	120,00	—	120,00

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS Budget Local	TOTAL
42	Sokodé	Véhicules	2 220,00	666,00	2.886,00
43	— (Bassari)	—	1.540,00	462,00	2.002,00
44	— (L. Kara)	—	1.220,00	366,00	1.586,00
45	Mango	—	700,00	210,00	910,00
46	Sokodé	Taxe d'assist. méd. indigène	3.705,00	—	3.705,00
47	—	— —	109.865,00	—	109 865,00
48	— (Bassari)	— —	935,00	—	935,00
49	— —	— —	70.175,00	—	70.175,00
50	— (L. Kara)	— —	2.450,00	—	2.450,00
51	— —	— —	258.390,00	—	258.390,00
52	Mango	— —	4.870,00	—	4 870,00
53	—	— —	152.840,00	—	152.840,00

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} janvier 1935.

Conseil de notables

ARRETE N° 636 fixant la composition du conseil de notables indigènes du cercle de Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 17 février 1922 créant au Togo des conseils de notables;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1934 prorogeant les pouvoirs du conseil de notables de Mango;

Sur la proposition du commandant de cercle de Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le conseil de notables du cercle de Mango est constitué ainsi qu'il suit :

L'administrateur commandant le cercle : *Président*.

TIEM YENDABRE, chef supérieur des Gourmas,

LARE KOLANI, chef du canton de Nano,

GAZARON, chef supérieur des Lambas,

NAMBIEMA TABI, chef du canton de Mango,

KOMBATE CHAMBRE, chef du canton de Dapango,

PATEFAO, chef du canton de Bidjenga,

YOUA, chef du canton de Timbou,

NAM TCHOUGLI, chef du canton de Nakitendi-Laré,

ABOUDOULAYE IMAN, notable à Mango,

MISSI AOUA, notable à Mango,

MAHAMA YARBABA, notable à Mango,

BILA, notable à Boadé.

ART. 2. — Le conseil ainsi constitué rentrera en fonction le 30 décembre 1934.

ART. 3. — Le commandant de cercle de Mango est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1934.

BOURGINE.

Suppression de l'indemnité d'habillement du personnel indigène

ARRETE N° 644 portant suppression de l'indemnité d'habillement accordée aux agents indigènes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1934 portant réglementation des uniformes des agents des cadres locaux indigènes du Togo, et notamment l'article 8;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1935, l'indemnité mensuelle d'habillement de 15 frs. allouée aux agents des cadres locaux indigènes du Togo, est supprimée.

ART. 2. — A compter de la même date, il ne sera plus délivré gratuitement des uniformes aux agents des cadres locaux subalternes; sauf en ce qui concerne les plantons et concierges.

ART. 3. — Le port de l'uniforme est désormais facultatif.

ART. 4. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1934.

BOURGINE.

Réduction des soldes du personnel indigène

ARRETE N° 645 portant réduction des soldes du personnel indigène des cadres locaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1934 fixant à nouveau les soldes du personnel indigène des cadres locaux et portant suppression de l'indemnité spéciale du Togo allouée au dit personnel;

Vu l'arrêté du 16 mai 1934 portant prélèvement exceptionnel sur les traitements du personnel des cadres locaux;

Vu la circulaire ministérielle n° 41, en date du 2 octobre 1934 relative à la réduction des effectifs et des soldes des agents des cadres indigènes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En attendant la réorganisation des cadres locaux indigènes dont les soldes doivent être réduites, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle n° 41 en date du 8 octobre 1934, les soldes prévues à l'arrêté local du 31 janvier 1934 subiront, à compter du 1^{er} janvier 1935, une réduction fixée ainsi qu'il suit :

Tableau A — Agents de tous cadres,

Tableau B — Infirmiers et moniteurs de l'enseignement,

Tableau C — Commis et mécaniciens de T. S. F.

Tableau E — Chefs de station, chefs de train et receveurs.

10% pour les soldes jusqu'à 5.999 Frs.

15% pour les soldes de 6.000 à 9.999 —

20% pour les soldes au-dessus de 9.999 —

Tableau B — (sauf infirmiers et moniteurs de l'enseignement).

Tableau C — (sauf commis et mécaniciens de T. S. F.).

Tableau D — E — F (sauf les chefs de station, chefs de train et receveurs du tableau E).

12% pour les soldes jusqu'à 5.999 Frs.

20% pour les soldes de 6.000 à 9.999 —

25% pour les soldes au-dessus de 9.999 —

ART. 2. — Ces réductions sont exclusives du prélèvement exceptionnel.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1934.

BOURGINE.

Prime

ARRETE N° 646 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le premier trimestre de l'année 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1^o — création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoire sous mandat, 2^o — établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931, susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1933 fixant le prix de revient du café par kilogramme, dans le territoire du Togo;

Vu le câblogramme ministériel n° 197 du 11 décembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931, susvisé, est fixée à un franc quinze centimes (1f,15) pour les exportations effectuées du 1^{er} janvier au 31 mars 1935 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1934.

BOURGINE.

Logements

ADDENDUM à l'annexe à l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 478) comportant classification de logements de fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER. — I. — Le logement du chef de la station agricole de Tové est réinscrit au tableau de classement des immeubles administratifs conformément aux désignations suivantes :

2 pièces : 2^e catégorie.

II. — Les logements nouveaux du poste de douane de Klouto sont classés comme suit :

a) — logement du chef de poste :

2 pièces : 3^e catégorie.

b) — logement de l'adjoint au chef de poste :

2 pièces : 3^e catégorie.

ART. 2. — Le présent modificatif aura son effet pour compter de l'entrée en possession des locaux par leurs occupants actuels.

Lomé, le 13 décembre 1934.

P. le Commissaire de la République absent,

** l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,*

FREAU.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC.

CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Nominations — Affectations

Par arrêté du ministre des colonies en date du 14 novembre 1934 :

M. BARBERO (Robert-Arsène-François), élève breveté de l'école coloniale a été nommé élève-administrateur des colonies, pour compter de la veille du jour de son embarquement et affecté au Togo.

Par arrêté ministériel du 19 novembre 1934 :

M. Jean BOUQUER, administrateur des colonies est mis à la disposition du secrétariat de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer.

Par décret du :

24 novembre 1934. — M. MARY (Raoul-Henry), sous-chef de bureau hors classe du cadre normal du service d'apurement et de liquidation des dommages de guerre (ancien service des régions libérées), sera incorporé dans les cadres de l'administration centrale du ministère des colonies et nommé à un emploi disponible de cette administration dans les conditions déterminées par le décret du 31 juillet 1929.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Suspension de fonctions

Par arrêté du :

18 décembre 1934. — L'agent comptable de 2^e classe des travaux publics du Togo LANGDON Jacques, est suspendu de ses fonctions pour compter du 12 décembre 1934.

Licenciement

Par décision du :

21 décembre 1934. — Est licenciée, pour suppression d'emploi, à compter du 1^{er} janvier 1935 :

M^{me}. LESTRADE, archiviste de la bibliothèque centrale.

Affectations

Par décisions des :

20 décembre 1934. — M. WATTEAU Louis, ouvrier d'art de 3^e classe, arrivé à Lomé par s/s *Amérique* le 19 décembre 1934, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

21 décembre 1934. — M. JALLAIS, chef surveillant des P. T. T. de l'A. O. F., précédemment chargé de la réfection de la ligne Lomé-Atakpamé, est affecté à l'atelier de Lomé en remplacement de M. Roux, parti en congé.

Rappels d'ancienneté pour services militaires

Par arrêtés des :

21 décembre 1934. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants sont accordés dans son emploi actuel, à M. COMBE Roger, chef de district de 5^e classe des chemins de fer du Togo.

Loi du 1^{er} avril 1923, art. 7 3 mois 22 jours.

Les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants sont accordés dans son emploi actuel, à M. DUBOIS Philippe, commis de 3^e classe des services civils du Togo.

Loi du 1^{er} avril 1923, art. 7 1 an 4 mois 17 jours.

Congés — Passages

Par décisions des :

10 décembre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Cargèse (Corse), est accordé à M. CACCAVELLI Félix, surveillant principal après 36 mois des travaux publics de l'A. O. F. qui compte 27 mois et 11 jours de séjour consécutifs dans le Territoire. Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 4 ans $\frac{1}{2}$ sur le paquebot *Touareg* attendu à Lomé vers le 5 janvier 1935.

Par décisions des :

17 décembre 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation de Lomé à Marseille en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 24 décembre 1934, est accordée à M^{me} PRADIER, femme d'un payeur de 2^e classe de la trésorerie du Togo, se rendant à Pont du Château (Puy-de-Dôme).

21 décembre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Chamboulive (Corrèze), est accordé à M. SERRE Pierre, ouvrier d'art de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo, qui compte 24 mois de

séjour consécutifs dans le Territoire. Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 14 et 7 ans sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 1^{er} janvier 1935.

Une réquisition de passage, de Lomé à Dakar, en 2^e classe, 3^e catégorie, sur s/s *Banfora*, attendu à Lomé vers le 24 décembre 1934, est accordée à M. CATTAND Roger, commis greffier de 3^e classe de l'A. O. F., réintégré dans son cadre d'origine.

La dépense résultant des frais de passage Lomé-Dakar, est imputable au budget général de l'A. O. F., à compter de la date de sa mise en route pour rejoindre son nouveau poste.

PERSONNEL INDIGÈNE

Révocation

Par arrêté du :

21 décembre 1934. — Le mécanicien conducteur d'automobiles de 5^e classe HOLLOR Emmanuel, est révoqué de son emploi pour négligence dans l'entretien des véhicules, mauvaise manière habituelle de servir et indiscipline.

Licenciement pour inaptitude physique

Par arrêté du :

8 décembre 1934. — Le commis d'administration de 8^e classe LOKO Albert, est licencié de son emploi, pour inaptitude physique, non imputable au service, pour compter du 16 décembre 1934.

Une indemnité de licenciement une fois payée de mille cent cinquante francs (1 150 frs.), égale à 3 mois de solde brute, est accordée à l'intéressé.

La dépense résultant du présent arrêté est imputable sur les fonds du chapitre II, article 2, paragraphe 2 du budget local.

Licenciement pour suppression d'emploi

Par décision du :

21 décembre 1934. — Est licenciée pour suppression d'emploi à compter du 1^{er} janvier 1935 : M^{lle} FEUBEL Christine, dactylographe auxiliaire au parquet.

Suspension de fonctions

Par arrêté du :

15 décembre 1934. — Le chef de train de 8^e classe des chemins de fer AKOUSSON Grégoire, est suspendu de ses fonctions pour compter du 16 décembre 1934.

Indemnités de fonctions

ADDITIF à la décision n° 765 du 16 novembre 1934 autorisant le paiement de l'indemnité de fonctions aux moniteurs indigènes d'éducation physique. (J. O. T. 1934 page 612).

La décision n° 765 du 16 novembre 1934 susvisée est complétée comme suit :

Cercle d'Anécho

Après :

KOUAMI Joseph, enseignement officiel

Ajouter :

LAWSON Jonathan, enseignement officiel.

Le reste sans changement.

Mutations

Par décision du :

21 décembre 1934. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène des surveillants des postes et télégraphes :

NANDOMA COJO, surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. précédemment dans l'équipe de M. JALLAIS (réfection ligne Lomé-Atakpamé), est affecté au bureau de Sokodé.

KAMARA BIANOU, surveillant auxiliaire de 2^e classe des P. T. T. en service au bureau de Sokodé est affecté au bureau de Lomé (atelier).

Ces agents auront droit au transport de leur famille.

Congés — Permissions

Par décisions des :

8 décembre 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 décembre 1934 au 13 janvier 1935 inclus, est accordé au surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. Aoudi DOSSA, en service à Lama-Kara, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

11 décembre 1934. — Une permission de 8 jours valable du 11 au 18 décembre 1934 inclus, est accordée au moniteur auxiliaire d'agriculture de 1^{re} classe d'ALMEIDA Eugène, en service à la station de Tové, pour en jouir à Anécho.

Par arrêté du :

12 décembre 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 2 au 31 janvier 1935 inclus, au commis d'administration de 8^e classe TIRUS Théophile, en service au bureau des finances, pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

30 jours, du 2 au 31 janvier 1935 inclus, au commis d'administration de 8^e classe GNAMEY Roger, en service aux forces de police, pour en jouir à Athiémé (Dahomey).

Le commis GNAMEY qui n'a obtenu ni congé, ni permission depuis 5 ans aura droit à la gratuité de transport aller et retour, pour lui et sa femme.

30 jours, du 2 au 31 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier de 1^{re} classe des T. P. LANTEY Henri, en service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en jouir au Territoire.

Par décisions des :

18 décembre 1934. — Une permission de 4 jours, avec traitement, du 24 au 27 décembre 1934 inclus, est accordée à l'infirmier major de 5^e classe KOUÉVI Laurent, en service à Agou, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 26 décembre 1934 au 24 janvier 1935 inclus, au maître ouvrier de 5^e classe WILSON Edward, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier-ajusteur de 3^e classe FAUSTIN Laurent, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 8 janvier au 6 février 1935 inclus, à l'infirmière de 3^e classe REGINA JAMES LAMPOH, en service à Mango, pour en jouir à Lomé.

22 décembre 1934. — Une permission d'absence exceptionnelle de 18 jours, valable du 2 au 19 janvier 1935 inclus, est accordée au commis d'administration de 8^e classe TSIXPLONOU KOUASSI Gaston, en service à Anié, pour en jouir à Aképé (cercle de Lomé).

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision du :

22 décembre 1934. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à chacun des instituteurs dont les noms suivent :

TETEKPOE Léopold à Daye-Kpaka et AKUESON François à Kouma, pour les efforts qu'ils ont faits et les résultats intéressants qu'ils ont obtenus pour l'amélioration des cultures locales.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

12 décembre 1934. — Une punition de 8 jours de suspension de solde, est infligée au chef de train de 7^e classe des chemins de fer du Togo JOSEPH Mathias APOURÉ, faisant fonction de chef de gare à Glékové pour le motif suivant :

« Irrégularités dans la tenue de la comptabilité et récidive ».

17 décembre 1934. — Une punition de quatre (4) jours de suspension de solde, est infligée à l'opérateur de 8^e classe D'ALMEIDA Alexandre, en service à la subdivision Lomé-ville, pour absence irrégulière du chantier et inexécution des ordres reçus.

18 décembre 1934. — Une punition de quatre (4) jours de suspension de solde, est infligée à l'ouvrier de 4^e classe des travaux publics MOUMOUNI SAMA, en service à la subdivision Lomé-ville, pour inexécution des ordres reçus.

21 décembre 1934. — Une punition de 6 jours de suspension de solde, est infligée au mécanicien de 7^e classe des chemins de fer AKAKPO Emmanuel, pour absence irrégulière.

Rétrogradation

Par arrêté du :

21 décembre 1934. — Le planton de 5^e classe TOGBE Daniel, est rétrogradé à la 6^e classe de son grade.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Permission

Par arrêté du :

8 décembre 1934. — Une permission de 30 jours, délais de route non compris, avec solde de présence (sans gratuité du transport), est accordée au sergent-chef KPANTANON, N^o Mle M/53/B.T., de la P.C. Lomé, pour en jouir à Losso-Baga (cercle de Sokodé), valable du 2 au 31 janvier 1935.

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} janvier 1935, les gradés dont les noms suivent :
Esso, sergent, N^o Mle M/16/A.T., de la P.C. Lomé.
BESSI, sergent, N^o Mle M/180/B.T., de la P.C. Lomé.
GAOUA, caporal, N^o Mle M/246/B.T., de la P.C. Lomé.
BOCO, caporal stagiaire, N^o Mle M/336/A.D., de la P.C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Permission

Une permission de 30 jours, délais de route non compris, avec solde de présence (sans gratuité du transport), est accordée au garde de 2^e classe N'BANGOU, N^o Mle 980, du peloton de dépôt, pour en jouir à Kandé (cercle de Mango), valable du 2 au 31 janvier 1935.

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} janvier 1935, le brigadier-chef de 2^e classe TCHIAO, N^o Mle 5, du peloton d'Atakpamé.

Une indemnité de licenciement égale à trois mois de solde, en récompense des longs et loyaux services assurés au Togo, est accordée à l'intéressé.

La gratuité du transport, pour rejoindre ses foyers, est en outre accordée à l'intéressé ainsi qu'à sa famille.

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n^o 467 du 15 août 1933, les ex-miliciens dont les noms suivent, pour compter du 1^{er} janvier 1935, avec les grades et classes ci-après :

Esso, brigadier 1^{re} classe Mle 1012, ex-sergent de la P.C. Lomé, (affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène Lomé).

BESSI, brigadier 1^{re} classe Mle 1013, ex-sergent de la P.C. Lomé, (affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène Lomé).

GAOUA, garde 1^{re} classe Mle 1014, ex-caporal de la P.C. Lomé, (affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène Lomé).

BOCO, garde 1^{re} classe Mle 1015, ex-caporal stagiaire de la P.C. Lomé, (affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène Lomé).

b) — Sont affectés à compter du 1^{er} janvier 1935 :

au peloton de Lomé :

TOMBOGA, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 961, du peloton de dépôt.

MENSAH Emmanuel, garde 2^e classe, N° Mle 1011, du peloton de dépôt.

au peloton d'Atakpamé :

DADJO, brigadier de 2^e classe, N° Mle 357, du peloton de dépôt.

Primes de spécialité

Par décision du :

8 décembre 1934. — Les dispositions de la décision n° 664 en date du 28 septembre 1934 sont abrogées.

Les miliciens dont les noms suivent répondant aux conditions posées à l'arrêté n° 67 en date du 31 janvier 1934, auront droit à compter du 1^{er} décembre 1934 aux primes de spécialité prévues à l'arrêté précité :

1^{er} — *conducteurs :*

GABRIEL Michel, stagiaire catégorie B, Mle M/327 B.D.

MOUSSA ALI, stagiaire catégorie B, Mle M/329 B.C.

KOUMAKO Gérard, stagiaire catégorie B, Mle M/332 B.T.

AGANDE Pierre, stagiaire catégorie B, Mle M/333 B.D.

KOUASSI Georges, stagiaire catégorie B, Mle M/391 B.T.

LAQUIDI LALÉVI, 1^{re} classe stagiaire Mle M/334 B.D.

2^e — *sapeur :*

KRITEMA YATOUTI, caporal Mle M/269 B.T.

3^e — *téléphonistes :*

ATCHANA, milicien 1^{re} classe Mle M/258 A.D.

GNOHOUÉ, 1^{re} classe stagiaire catégorie A, Mle M/372 A.D.

DASIO Firmin, 2^e classe stagiaire catégorie A, Mle M/356 A.D.

4^e — *musiciens :*

TCHAPO, caporal Mle M/71 B.T.

DOSSAVI, milicien de 2^e classe Mle M/220 A.D.

MAMADOU II, milicien de 2^e classe Mle M/263 A.D.

KPETERE, milicien de 1^{re} classe Mle M/121 B.T.

PEGUEDEOUENDE, milicien 1^{re} classe Mle M/270 A.C.

ARRETO, milicien de 1^{re} classe Mle M/130 A.T.

DIATZO, stagiaire catégorie B, Mle M/313 B.T.

AVIS A LA POPULATION

Budgets

Un décret du 15 novembre 1934 porte application aux colonies des articles 1, 2 et 3 du décret du 25 juin concernant l'exécution du budget de l'Etat.

En conséquence, les dates de clôture des budgets de 1934 sont les suivantes :

Pour l'engagement des dépenses de matériel 31 décembre.

Pour l'achèvement des travaux commencés 15 janvier.

Pour le mandatement des dépenses de personnel et de matériel 10 février.

Pour les paiements et les recettes 28 février.

Les titulaires de créances sur les budgets de l'Etat sont invités à faire valoir leurs droits dans les délais indiqués.

CESSION DE MONNAIE

Par décision du :

18 décembre 1934 — Le trésorier-payeur est autorisé à céder à la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé, la somme de cinq cent livres sterling (£ 500) au cours de soixante quinze francs quinze centimes (75,15) la livre.

COMMISSION DES MERCURIALES

Par décision du :

22 décembre 1934. — Est nommé membre de la commission des mercuriales : M. PERKINS, agent de la maison JOHN HOLT & Co en remplacement de M. CANNEL ayant quitté le Territoire.

COMMUNE MIXTE DE LOMÉ

Par arrêté du :

15 décembre 1934. — La commune mixte est autorisée à augmenter de 15.000 francs le chapitre I, article 12, § 3 du budget municipal de 1934 en vue de l'aménagement urgent des marchés découverts de la ville de Lomé par l'installation nécessaire de cinq baraques démontables provenant de la liquidation des travaux neufs du Territoire.

Cette ouverture de crédit est gagée sur les fonds, libres du budget municipal et provenant du chapitre I, article 9, § 1 « éclairage de la ville » dont le crédit 435.000 francs est ramené à 420.000 francs.

EXHUMATION

Par arrêté du :

22 décembre 1934. — Est autorisé le transfert en France, sur le paquebot *Touareg* attendu à Lomé vers le 5 janvier 1935, des restes mortels de Madame Nouvel Marie, épouse d'un inspecteur du chemin de fer du Togo, décédée à Lomé le 15 septembre 1934.

Le budget annexe du chemin de fer et du wharf participera aux dépenses dudit transfert jusqu'à Gaja la Selve (Aude), dans les conditions prévues à l'arrêté du 25 février 1925.

VÉRIFICATIONS DE CAISSES

Par décisions des :

21 décembre 1934. — M. JONCA Jacques, sous-chef de bureau des chemins de fer de l'A. O. F., est désigné pour vérifier le 31 décembre 1934 après la clôture des opérations de la journée la situation de caisse de l'agent comptable intermédiaire du service du C. F. T.

Le procès-verbal de vérification sera établi en triple exemplaire et adressé au Commissaire de la République.

Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1934, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

Du receveur de l'enregistrement :

M. FRÉAU Max, commis de 1^{re} classe des services civils du Togo.

Du receveur des postes et télégraphes :

M. RIBEL, adjoint principal des services civils du Togo.

Des agents spéciaux et gérants des bureaux des postes et télégraphes :

Les commandants des cercles.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triple expédition par les fonctionnaires désignés ci-dessus et seront adressés au Commissaire de la République.

M. PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, chef du bureau des finances, est désigné pour vérifier la situation de caisse et de porte-feuille de la trésorerie de Lomé le 31 décembre 1934 après la clôture des opérations de la journée.

Un procès-verbal de cette vérification sera dressé dans les conditions réglementaires.

DOMAINES

Concessions domaniales

Par arrêté du :

18 décembre 1934. — Le nommé Peter DOGBA SOKPAS commerçant à Tsévié, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Tsévié, (cercle de Lomé), constituant le lot n° 29 du lotissement allemand du centre commercial de Tsévié, d'une superficie d'environ neuf ares quatre-vingt dix-huit centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 957, déposée le 27 décembre 1934 le sieur Vincent Benjamin Ansah Johnson, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un

immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme rectangulaire, portant des cases en ruines d'une contenance totale de 2 ares 70 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Andréas Labouh, à l'est par la rue de Kamina, au sud et à l'ouest par terrain à Gerhard Hlomatsi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière

LESTRADE.

Avis de bornages

Le mardi 5 février 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 85 centiares, et borné au nord par terrain à Th. Anthony, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le boulevard-circulaire, à l'ouest par terrain à pasteur Malette, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Francisca Dedé Amegashie, revendeuse demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom personnel, en qualité de propriétaire suivant réquisition du 7 novembre 1934, n° 944.

Le lundi 11 février 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, portant trois constructions etc... en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 16 ares, et borné au nord par terrains à Sodedé et Stanislaus Ayité, à l'est par terrain à la mission évangélique du Togo, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par la rue de l'église, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alex. K. Anthony, planteur demeurant à Lomé, agissant en tant que copropriétaire et administrateur des biens dépendant de la succession de feu Edmond Kotokou Anthony, suivant réquisition du 20 novembre 1934, n° 945.

Le mardi 12 février 1935 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 32 centiares, et borné au nord par terrain à Soglo; à l'est par la route Palimé-Lomé, au sud par terrain à Félicio de Souza, à l'ouest par terrain à Gasa; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alex. K. Anthony, planteur demeurant à Lomé, agissant en tant que copropriétaire et administrateur des biens dépendant de la succession de feu Edmond Kotokou Anthony, suivant réquisition du 20 novembre 1934, n° 946.

Le lundi 11 février 1935 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 9 ha. 42 ares 80 centiares, et borné au nord par terrain au sous-chef d'Amutivé le nommé Tsam-tsam, à l'est et à l'ouest par terrain à Félicio de Souza, au sud par terrain à Amemaka, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alex. K. Anthony, planteur demeurant à Lomé, agissant en tant que copropriétaire et administrateur des biens dépendant de la succession de feu Edmond Kotokou Anthony, suivant réquisition du 20 novembre 1934, n° 947.

Le lundi 11 février 1935 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 9, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, avec droit d'occupation consenti au sieur Ocloo, tailleur et la dame Sofonkè, tous deux propriétaires demeurant à Lomé, d'une contenance de 9 ares 50 centiares, et borné au nord par la rue du Mono, à l'est par la rue de Paris, au sud par terrain à James Gadjia Gamadeku, à l'ouest par terrain à Prange, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alex. K. Anthony, planteur demeurant à Lomé, agissant en tant que copropriétaire et administrateur des biens dépendant de la succession de feu Edmond Kotokou Anthony, suivant réquisition du 20 novembre 1934, n° 949.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

LESTRADE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

La bouée n° 17 du Chenal de Douala, bouée Amont du Chenal en S, de couleur rouge, portant un feu fixe rouge a été remplacée par une bouée lumineuse à éclats rouges, de période 7 secondes (éclat $\frac{1}{2}$ " obscurité $6\frac{1}{2}$ ") Position L = 4° 01', 8 N et G = 9° 39', 8 E.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 28 janvier 1935 à 9 heures il sera procédé à la mairie de Lomé, par l'administrateur-maire ou son adjoint, à une adjudication ayant pour but la fourniture de deux cents récipients ronds en forte tôle galvanisée nécessaires pour les besoins de la voirie municipale de la commune mixte de Lomé.

Cautionnement. — Il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire. Le cautionnement définitif est fixé à 5 % du montant de la fourniture et sera versé dès la notification de l'adjudication au concessionnaire.

Le dossier d'adjudication contenant le cahier des charges et le modèle de soumission, est tenu à la dis-

position des intéressés tous les jours ouvrables de 7 h. 30 à midi et de 14 h. 30 à 17 heures au secrétariat de la mairie.

Lomé, le 29 novembre 1934.

*L'administrateur en chef des colonies
administrateur-maire de Lomé*

FRÉAU.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

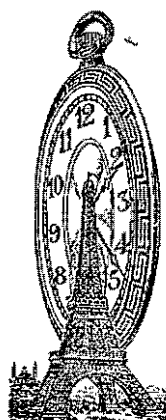
Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France